

Les grèves générales aux Antilles, à la lumière de la grève générale en Guadeloupe

Déclenchée le 20 janvier par les travailleurs, la grève générale qui a secoué l'île de Guadeloupe, s'est ensuite installée en Martinique à partir du 5 février.

Certains aspects des deux mouvements ne furent pas identiques. La grève générale fut déclenchée et dirigée en Guadeloupe par un ensemble d'organisations aussi bien syndicales que politiques ou associatives regroupées sous le nom de *Lyannaj kont pwofitasyon* (LKP / alliance contre la surexploitation). En Martinique, c'est une intersyndicale qui se réunissait depuis plusieurs mois pour coordonner ses actions parmi les travailleurs qui a décidé de lancer la grève générale, le 5 février.

Mais si certains aspects et péripéties de ces deux grèves furent quelque peu différents, la mobilisation dans les deux îles fut essentiellement le résultat de la propre action, massive et déterminée, des travailleurs.

Toute l'activité économique s'arrêta sur les deux îles quand les salariés délaissèrent les entreprises et installèrent partout leurs piquets de grève. Dès lors, la grève s'installa et s'imposa, appuyée sur des barrages, devant les zones commerciales et industrielles, devant le port, l'EDF, les hôpitaux, etc. Elle contrôla la distribution de carburant, elle tint en réserve la possibilité que les travailleurs de l'électricité, grévistes mais faisant tourner les usines électriques, passent à l'action si nécessaire, en procédant à des coupures massives d'énergie.

La fameuse chanson tant reprise en Guadeloupe dès les débuts de la grève, « *péyi la pa ta yo, péyi la sé tan nou...* » (« *le pays n'est pas le leur, le pays est le nôtre, ils n'y feront pas ce qu'ils veulent* »), ce leitmotiv de toutes les manifestations arriva aussi en Martinique ! Mais outre qu'elle dut s'adapter en créole martiniquais, elle subit quelques changements qui promettaient aux exploiters, aux békés (« *an bann béké espwatè é volè / une bande de békés, d'exploiteurs et de voleurs* ») de les jeter dehors ou à la mer. Cela variait selon l'humeur et... selon le comportement des patrons dans les négociations ou dans la rue !

Les travailleurs des deux îles suivirent avec attention et intérêt le déroulement des événements sur l'île voisine, sachant très bien que les adversaires auxquels ils étaient confrontés étaient les mêmes exploiters. Sur les deux îles on trouve les mêmes Hayot ou Despointes, les Dereynal et compagnie ; il y a Total, les propriétaires ou concessionnaires des mêmes marques, des mêmes enseignes, les Carrefour, Match, Cora, Leader Price ou Renault, Peugeot, Mercedes, etc., contrôlés par le même petit groupe de patrons arrogants et méprisants.

Alors oui, leur sort était lié dans cette lutte, ils combattaient les mêmes maux : les bas salaires, la vie chère, les trafics de la Sara (contrôlée par Total) qui fournit les carburants sur les deux îles !

Leur lutte suivit la même voie, la grève générale !

Pour les exploiters, ce fut une contestation de leur droit de décider seuls de tout dans l'économie. Pour les travailleurs de ces deux îles des Antilles, cette grève générale fut une action prometteuse pour mener demain des luttes encore plus fructueuses, allant plus loin dans la contestation du droit de propriété des capitalistes qui, de père en fils, pillent ces deux îles depuis des siècles, en exploitant férocelement leur population. La grève générale qui vient d'unir dans un même combat les descendants, arrière-arrière-petits enfants d'esclaves dans une même lutte offensive sera sans doute un ciment qui les unira dans un combat plus large qui, au-delà des Antilles dites françaises, débouchera un jour sur une région des Caraïbes libérée de toute oppression et de toute exploitation.

Le présent article de nos camarades de Combat Ouvrier n'exposera que le développement de la situation en Guadeloupe dont la grève, commencée deux semaines plus tôt qu'en Martinique, connu des épisodes intenses qui firent craindre, à plusieurs tournants, que l'on y revive ce qui s'était passé en mai 1967 où une grève commencée par des manifestations d'ouvriers du bâtiment se termina par un massacre perpétré par les CRS et autres troupes de répression, dont les autorités elles-mêmes avouent aujourd'hui qu'il fit plus de 80 morts dans la population.

La grève générale appelée par le collectif d'organisations regroupées sous l'appellation LKP (*Lyannaj kont pwofitasyon*) fut déclenchée le 20 janvier 2009. Elle venait après un mois de décembre déjà agité, notamment par les premières manifestations dirigées contre la vie chère. La fin de l'année 2008 fut marquée surtout par les manifestations des petits patrons qui, pendant trois jours, érigèrent des barrages sur les principales routes de Guadeloupe pour réclamer une baisse significative du prix des carburants. Notons que ces manifestations venaient après celles de Guyane, sur les mêmes revendications qui elles-mêmes faisaient suite à un mouvement similaire déclenché quelques semaines auparavant, avec succès, en Réunion.

Pendant ces trois jours de barrages pour obtenir la baisse des prix des carburants, on a pu déjà mesurer l'ampleur du mécontentement. En effet, partout en Guadeloupe, la grande majorité de la population soutenait les manifestants et le montrait par des gestes clairs : sur de nombreux barrages, des gens de la population apportèrent de quoi manger aux manifestants. Quand ceux-ci obtinrent satisfaction, les carburants baissant de 30 centimes, cette baisse fut perçue comme un succès pour tout le monde. Mais beaucoup de gens restaient insatisfaits et disaient que tous les prix étaient trop élevés, pas seulement ceux des carburants !

Le 5 décembre 2008, à l'appel de l'UGTG, le principal syndicat de Guadeloupe, une trentaine d'organisations syndicales et politiques se réunirent et critiquèrent le fait que, pour financer la baisse des carburants, les assemblées locales avaient octroyé trois millions d'euros de subvention à la Sara, la société de raffinerie antillaise qui a le monopole de la fourniture des carburants aux Antilles. L'UGTG mettait aussi en avant la nécessité de se battre pour faire baisser tous les autres prix. Elle proposa une manifestation, le 16 décembre, pour obtenir une nouvelle baisse du prix des carburants et contre la vie chère. Ces 31 organisations syndicales, politiques et associatives se rallièrent à l'appel de l'UGTG. Une grève d'une journée fut décidée pour faire valoir la position de ce cartel d'organisations.

Coups de semonce des 16 - 17 décembre 2008 !

Lors de la journée de mobilisation du 16 décembre, certains secteurs firent grève, mais cela restait une minorité. Ils furent tout de même suffisamment nombreux pour que des milliers de gens se réunissent à Pointe-à-Pitre, meeting qui fut suivi d'une manifestation de près de 6 000 personnes. Une délégation reçue par le sous-préfet s'entendit répondre que celui-ci ne pouvait rien dire ou faire sur les revendications présentées. Il fallait voir le préfet !

Une nouvelle manifestation fut donc décidée pour le lendemain à Basse-Terre, devant la préfecture. Le préfet fit savoir qu'il était occupé par la fête de Noël des enfants de la préfecture et refusa de recevoir les dirigeants des organisations.

C'est alors que celles-ci décidèrent dans une réunion de constituer le LKP (*Lyannaj kont pwofitasyon /« alliance contre la surexploitation »*) et de préparer une large plateforme de revendications. Une date fut fixée pour l'action à mener : grève générale le 20 janvier 2009, reconductible. Les 31 organisations furent jour après jour renforcées par de nouveaux adhérents jusqu'au nombre de 48.

Quelles sont les principales organisations regroupées dans le LKP ?

C'est l'UGTG qui fut à l'origine du rassemblement des organisations qui constituèrent le LKP. Depuis des mois, l'UGTG avait proposé aux syndicats de mettre sur pied une plateforme de revendications communes. Mesurant la montée du mécontentement qui s'était manifesté lors des barrages des petits patrons à la fin 2008, elle accéléra le mouvement, si bien que les principales organisations syndicales,

UGTG, CGTG, FO, CFDT, FSU, SPEG, CTU constituèrent l'ossature sur laquelle se greffèrent par la suite d'autres organisations.

Ainsi constitué, le LKP devint une véritable force bien décidée à engager la lutte. Le fait que l'UGTG soit une organisation regroupant un grand nombre de militants dévoués et expérimentés, auxquels se sont joints ceux de la CGTG, de FO, de la CFDT, de la CTU et des syndicats enseignants, a donné à l'ensemble du LKP une réelle force militante et un réel dynamisme combattant. Tous ceux qui étaient regroupés là voulaient se battre, mis à part très peu d'éléments hésitants qui ensuite furent toutefois entraînés dans le mouvement. Tous voulaient le succès de la grève générale, tous voulaient faire lever la plus grande force possible face au patronat et au gouvernement et arracher une victoire sur ces gens-là !

Ensuite, le mouvement initié par les syndicats regroupés autour de l'UGTG et la CGTG s'ouvrit à des organisations politiques anticolonialistes, d'extrême gauche ou indépendantistes, le Parti communiste guadeloupéen, Combat Ouvrier, les Verts, l'UPLG, Nonm, etc., auxquelles s'ajoutèrent des organisations paysannes, des pêcheurs, des organisations de l'environnement, des associations diverses (consommateurs, locataires, défense de l'eau, de l'environnement) auxquelles s'ajoutèrent finalement des associations culturelles et carnavalesques (Akiyo, Voukoum, Kamodjaka) qui ont la particularité de rassembler des milliers de jeunes. Ajoutons aussi les associations de handicapés, qui furent très présentes, dont la représentante intervenant à la télévision fit honte au gouvernement et aux élus locaux en exposant le niveau officiel de ressources dont elle et les handicapés disposaient. Les seuls exclus de ce « Lyannaj » furent les partis officiels siégeant dans les assemblées de Guadeloupe et de France.

Comment fonctionna le LKP ?

Dès sa naissance, le LKP fonctionna d'abord comme une intersyndicale. Les décisions à prendre étaient soumises à débats et les participants cherchaient dans une discussion parfois vive et passionnée à se convaincre mutuellement. Le mode de discussion resta toujours, jusqu'au bout, ouvert et fraternel, même dans les pires « engueulades ».

Chaque organisation avait droit à deux représentants par séance, mais pouvait désigner ses propres représentants.

Il fut dit de façon explicite que chacun continuait ses propres activités de syndicat, de parti ou association, mais les décisions, une fois prises et établies dans le LKP, par consensus - il n'y eut jamais de vote dans le LKP -, devaient être appliquées et défendues par tous.

Pour mieux comprendre ce qui se passait dans ce LKP, il faut savoir que tous les représentants de syndicats ou d'organisations politiques ou même d'associations sont des gens qui depuis trente, vingt ou dix ans (pour les plus jeunes) se connaissent, ont réellement milité ensemble sur différents terrains (parfois difficiles : prison, clandestinité, barrages, grèves diverses). Certains sont passés parfois d'une organisation à une autre durant ce long laps de temps et, malgré de véritables divergences parfois, ont une réelle estime de militants les uns pour les autres. Cela a beaucoup facilité les choses.

Qu'est-ce qui explique que 48 organisations différentes purent ainsi se regrouper et fonctionner ensemble dans le LKP ?

Deux aspects de leur politique permirent à ces 48 organisations de travailler et lutter ensemble sans trop d'anicroches ni de conflits paralysants.

D'abord, c'est leur lien réel avec la population travailleuse et pauvre.

L'UGTG, la plus forte de ce collectif d'organisations, est un syndicat d'une nature particulière, très implanté dans les branches où l'on trouve le plus de jeunes salariés, à la fois syndicat et organisation politiquement engagée sur la revendication de l'indépendance et fonctionnant de fait autant comme un mouvement politique que comme un syndicat. Ses militants sont aussi très engagés sur le terrain du militantisme dit culturel.

Les militants de toutes les autres organisations ayant rejoint le LKP sont aussi des gens quotidiennement liés aux problèmes des jeunes, des travailleurs, des retraités et des handicapés, etc.

Ensuite, c'est leur opposition commune au pouvoir considéré par la plupart d'entre eux comme un pouvoir colonial. Tous expriment depuis longtemps, de façon plus ou moins claire et directe, leur opposition au racisme officiel (« *les Blancs dirigent tout : les Békés l'économie, les Métropolitains la direction des administrations, ce sont les grands chefs : DDA, DDE, rectorat, douanes, impôts, etc. ou des banques et des grandes entreprises...* » !).

Tous ressentent aujourd'hui, profondément, la nécessité de s'affirmer face à ce pouvoir blanc issu d'une longue histoire d'esclavage et de colonialisme. Ce sentiment s'est renforcé d'autant plus que la situation économique de la population se dégrade. Les chiffres qui traduisent une telle dégradation sont clairs : trois fois plus de chômage qu'en France (27 %), six fois plus de rmistes, un revenu moyen bien inférieur, une personne sur six vivant sous le seuil de pauvreté, etc. Il fallait bien qu'un jour toute cette situation explose dans la rue !

Bien sûr, ce sont les travailleurs salariés qui ont déclenché la grève générale et ont mis en avant leurs propres revendications (les 200 euros, revalorisation du smic, etc.). Mais la force de leur mouvement et leur détermination ont très vite mobilisé et rallié toutes les couches populaires qui, elles, ont mis en avant d'autres revendications et ont alors exprimé avec beaucoup de force leur opposition au racisme officiel et leur soif de respect et de dignité dans un pays où ils se sentent comme des étrangers. Un pays qui est complètement soumis aux intérêts des gros possédants et aux décisions - bien souvent arbitraires - d'un pouvoir situé à 7 000 kilomètres de la Guadeloupe.

La plateforme de revendications

Toutes les organisations qui constituèrent le LKP décidèrent de dresser une plateforme de revendications en suivant une méthode très simple : chaque organisation proposait ses revendications par écrit, puis elles étaient regroupées et soumises à la discussion générale.

Cette discussion ne se déroula pas sans passion ni sans heurts ! Par exemple, l'adoption des 200 euros pour les salaires les plus bas et remontant jusqu'aux salaires à 1,6 smic fut le résultat d'un sévère affrontement entre tous. De même que la réclamation de la titularisation de tous les auxiliaires.

Une vingtaine de revendications sorties de ces discussions furent considérées comme revendications prioritaires. C'étaient celles qui portaient sur la baisse des prix, l'augmentation des salaires, la fixation d'un smic local tenant compte du coût réel de la vie locale, la revalorisation des minimas sociaux, la baisse des prix du transport, le gel des loyers et l'annulation des dernières hausses en 2008.

En particulier, l'ensemble des organisations adopta donc la revendication de l'augmentation de 200 euros pour les salaires remontant jusqu'à 1,6 smic. La baisse du prix des carburants fut aussi considérée comme prioritaire ainsi que la restitution par la Sara des trois millions d'euros versés par les collectivités locales.

D'autres revendications portaient sur la baisse des prix des articles et produits nécessaires aux agriculteurs et aux pêcheurs, les enseignants réclamaient, entre autres, la nomination de 19 enseignants sur des postes vacants depuis la rentrée. Bref, outre ces dix-huit revendications prioritaires le LKP présenta un ensemble de près de 160 revendications qui balayaient tous les aspects de la vie sociale et économique, soumise depuis des années à des injustices, à des abus, à la corruption de certains et à des aberrations administratives, etc. Les négociations s'ouvrirent donc sur les revendications prioritaires, mais, dès le début, elles achoppèrent sur le problème des salaires. Les autorités préfectorales et locales tentèrent de faire croire à leur bonne volonté en expliquant qu'elles avaient étudié l'ensemble des 160 revendications et qu'elles étaient prêtes à donner satisfaction ou des réponses sur la plupart d'entre elles.

Mais les grévistes décidèrent de mettre en avant certains problèmes qu'ils considéraient comme prioritaires. Le prix des carburants et les trafics de la Sara (la raffinerie de pétrole), les augmentations de salaires puis la baisse des prix. Et c'est sur ces problèmes de salaires (les 200 euros !) que la grève se prolongea durant 44 jours.

La campagne de meetings préparant le 20 janvier

Après les manifestations des 16 et 17, les organisations regroupées dans le LKP tinrent ensemble une série de meetings dans les plus importantes communes de Guadeloupe. Ces meetings, souvent annoncés à peine un jour avant ou le jour même, réunirent des publics qui varièrent de 200 participants (Capesterre) à 500 (Moule-Bouillante) selon les communes. En général de tels meetings publics, même appelés par des grands partis, ne réunissent au mieux qu'une cinquantaine de participants. C'était donc un vrai succès.

Ils étaient destinés à expliquer aux gens de la population les raisons de l'appel à la grève générale. Mais c'était en même temps une sorte de « sondage » pour sentir et mesurer les réactions dans la population, au sens large. Partout l'accueil fut enthousiaste et c'était autant de signes que cet appel à la grève générale était bien perçu par cette population.

Le rôle joué par les gérants de stations-service en grève pour leurs propres problèmes

Quatre jours avant le déclenchement de la grève générale, les gérants de stations-service annoncèrent qu'ils fermaient leurs stations pour protester contre l'intention d'un groupe de gros capitalistes guadeloupéens (essentiellement des Békés riches) de multiplier des stations automatiques de distribution. Cette initiative allait dans le sens du renforcement de la grève, d'autant plus que les salariés de ces stations se mirent en grève et les occupèrent. Par la suite, durant la grève, ils devaient desserrer l'étreinte à certains moments, soit de leur plein gré en livrant du carburant pendant une journée ou deux, soit pour répondre à des réquisitions préfectorales en faveur de personnes prioritaires (pompiers, infirmiers, etc.)

Discussions tactiques : barrages, pas barrages, le 20 janvier ?

Avant le déclenchement de la grève générale, une discussion se déroula au sein du LKP. Fallait-il dresser des barrages dès le premier jour de la grève et ainsi entraver toute circulation ? De fait cela empêcherait tout le monde de se rendre au travail. Mais une telle position avait l'inconvénient de ne pas permettre une réelle évaluation de la grève et rendait plus difficile l'intervention des salariés pour mettre sur pied des piquets de grève devant les entreprises. En dépit d'une certaine tradition de barrages immédiats faisant partie des pratiques de l'UGTG, il fut décidé cette fois de voir venir, et de s'appuyer sur la « grève marchante » (voir ci-dessous). Ces interventions de grévistes devaient s'étaler sur plusieurs jours jusqu'en fin de semaine, la grève démarrant le mardi 20 janvier.

La première journée de grève

La première journée devait amorcer une mobilisation progressive. Il était prévu que, dès le premier jour, les différents secteurs de l'économie déjà en grève devaient aller renforcer les points les plus faibles. Il fallait passer avec de grosses troupes de grévistes d'entreprise en entreprise - c'est ce qu'on appela dans le passé des grèves aux Antilles « la grève marchante », tradition héritée même, dit-on, des esclaves qui se transportaient ainsi à travers les champs de canne pour fomenter des soulèvements. Cela a été beaucoup repris dans les grèves du 19e siècle et au début du 20e, car c'était le seul moyen efficace de généraliser un mouvement dans toutes les plantations !

Le 20 janvier, il n'était pas spécialement prévu de faire une manifestation, mais un rassemblement pour faire le point sur l'état de la grève, devant le Palais de la Mutualité.

On peut affirmer que tous les dirigeants du LKP furent assez surpris de voir arriver tout au long de la matinée des milliers de gens, venant de toutes les entreprises, des quartiers populaires, qui se rassemblaient devant la Mutualité. Un meeting se tint sur place et la première grande manifestation déferla dans les rues de Pointe-à-Pitre. Plus de 10 000 manifestants clamaient des revendications sur la vie chère et sur les salaires, réclamant une augmentation de 200 euros. Le mouvement était lancé. Et allait se renforcer dans les jours suivants.

Le 21 janvier 2009, des milliers de manifestants par groupes de plusieurs centaines se répandirent (encore la « grève marchante » !) sur différents points de l'agglomération Pointe-à-Pitre/Abymes pour renforcer la grève et soutenir les grévistes. Notamment sur le centre commercial de Milenis et sur l'aéroport, où eut lieu le premier face-à-face avec les gendarmes fraîchement débarqués.

Durant tous les jours qui suivirent, des milliers de gens se rendirent devant le Palais de la Mutualité. Tout le quartier était en permanence occupé par des grévistes, des manifestants. Les responsables des syndicats prenaient à certains moments la parole pour haranguer la foule et donner le programme des activités et des actions. Chaque soir, un véritable meeting se tenait devant la Mutualité, avec des milliers de gens.

D'où viennent les masses qui renforcent les manifestations ? Grévistes et pauvres !

Le 20 janvier, la grève toucha pratiquement toutes les branches de l'économie, toute la zone industrielle de Jarry resta fermée, les travailleurs de l'EDF étaient en grève, ceux de la centrale thermique du Moule, des grands centres commerciaux, une partie du personnel de santé, le personnel des stations-service, tout le personnel communal, toutes les écoles, les lycées et l'université furent fermés, le personnel de ces établissements étant en grève totale. Bref, la grève générale s'imposa dans tout le pays !

Mais après les premières manifestations, on vit des milliers de gens qui n'étaient pas salariés des entreprises en grève, des chômeurs, des gens pauvres, un grand nombre de femmes, tous venus des quartiers populaires et parfois des communes, chaque jour se rallier au mouvement. Les manifestations de travailleurs qui, en général, évoluent entre 5 à 8 000 manifestants (pour les plus importantes) se gonflèrent jour après jour, passant à 20 000 puis à 30 000 et certains jours jusqu'à 40 000 (certains journalistes ont même parlé de 50 000), ce qui est considérable et représente près du dixième de la population totale.

L'importance de cette mobilisation fut telle que les autorités de la préfecture comprirent qu'elles ne pourraient pas s'y opposer de front. Et le préfet entama alors des discussions sur la forme que devaient prendre les négociations avec le LKP. On était loin du refus hautain du 17 décembre !

Le ralliement des couches pauvres, de tous les démunis, des laissés-pour-compte n'est pas surprenant. Ceux-ci ont senti que la grève générale était décidée à aller jusqu'au bout. Ils ont senti que les travailleurs en grève, et le LKP qui dirigeait cette grève, voulaient mener une lutte réelle et que cette fois-ci le mouvement ne s'arrêterait qu'après avoir obtenu satisfaction. Cela fit grandir la confiance des hésitants, des timorés et des sceptiques. Et c'est toute cette confiance naissant dans ces couches pauvres qui les décidèrent alors à se rallier au mouvement et à faire entendre leur propre voix.

Pour beaucoup de manifestants, il s'agissait autant d'une question de dignité que de revendications et souvent c'était le plus important ! Il s'agissait d'exprimer dans la rue toute leur souffrance, toute l'humiliation permanente qui accompagne la situation même de pauvreté et de misère, toute leur rancœur devant l'arrogance et le mépris des maîtres de la société. C'était dirigé à la fois contre le patronat, mais aussi contre tous ces représentants du pouvoir, les uns et les autres toujours prêts à écraser et à humilier les petits. C'est pour beaucoup ce sentiment d'injustice et d'humiliation qui a jeté dans la rue des milliers et des milliers de gens pauvres.

Les péripéties des négociations

Il y eut deux phases dans les négociations : l'une qui se déroula complètement sous les yeux de la population, car elle fut radiodiffusée et télévisée. Et une deuxième phase d'où furent exclus les médias et qui se déroula à la préfecture, à Basse-Terre, en présence de Jégo.

La première phase des négociations (du 24 au 28 janvier) joua un rôle très important sur le renforcement de la mobilisation.

Cela commença par une longue passe d'armes sur la forme de la négociation. Le LKP exigea de discuter avec tous les protagonistes ensemble : préfet, présidents des assemblées régionale et départementale, parlementaires et représentants du patronat. Les présidents des assemblées locales et particulièrement Lurel, président PS de la région, firent de la résistance, voulant négocier séparément. Le LKP refusa net. Finalement, tout ce beau monde accepta de se retrouver au World Trade Center (WTC), édifice situé sur le port de Jarry. Les négociations devaient commencer le samedi 24 janvier dans l'après-midi.

Le matin, une énorme manifestation de plus de 20 000 personnes « déboula » dans les rues de Pointe-à-Pitre. Ensuite, des milliers de manifestants accompagnèrent la délégation du LKP au WTC. Tout d'abord

un gros cordon de gendarmerie prétendit interdire l'accès du parking du WTC à ces milliers de manifestants. La télévision (Canal 10, une télévision privée très populaire) filma le premier affrontement verbal entre Domota, porte-parole du LKP, et le chef des militaires. Domota affirma que le LKP n'irait pas à la négociation si les manifestants ne pouvaient les accompagner, ainsi que la télévision. Après quelques échanges verbaux, le préfet capitula, et c'est ainsi que la délégation LKP arriva fortement soutenue. Le rapport des forces était en faveur des travailleurs.

Et pendant quatre jours toute la discussion entre le LKP d'une part, les élus, le préfet et les patrons d'autre part se déroula sous les yeux, parfois médusés, de toute la population de Guadeloupe. Elle eut ainsi l'occasion de constater à quel point les élus faisaient preuve d'inconsistance et d'impuissance, à quel point le représentant de l'État, le préfet, était louvoyant et peu clair, à quel point les patrons étaient de mauvaise foi, pleurnichaient, se prétendant en grande difficulté et incapables de répondre aux revendications des travailleurs. Mais ils restaient sans voix, détournaient la tête quand les représentants du LKP leur assénaient les chiffres des subventions qu'ils recevaient à tour de bras de l'État.

Ces émissions qui continuèrent tout au long de la négociation eurent un impact considérable sur la population et jetèrent dans le camp du LKP tous les hésitants et les sceptiques.

Car elles montrèrent de façon claire la justesse des revendications du LKP, la force de ses convictions, le sérieux de ses représentants, face à des patrons de mauvaise foi, menteurs, faisant du dilatoire, face à des élus qui affichaient leur impuissance, leur incapacité à répondre aux revendications, face à un préfet représentant l'État qui avouait qu'il ne pouvait pas grand-chose, mais qui affirmait en même temps qu'il pouvait s'engager sur certains points, pour finalement rompre les négociations et quitter la salle après lecture d'un message du secrétaire d'État Yves Jégo.

La foule nombreuse aux abords des lieux de négociation put même suivre directement ces débats, rassemblée devant des écrans géants installés à l'extérieur. Le dernier jour de cette phase de négociation, une partie de la salle elle-même fut envahie par certains manifestants qui se trouvèrent alors au plus près des négociateurs. Ils ne se gênèrent pas pour réagir lors des prises de paroles, applaudissant lors de l'exposé de Domota quand il s'opposa aux patrons et au représentant de l'État, quand il expliqua que plus on monte dans la hiérarchie des entreprises ou de l'État, plus les responsables deviennent clairs de peau et carrément blancs ! Les manifestants applaudirent aussi Nomertin, secrétaire général de la CGTG, quand il se leva carrément pour haranguer non pas les présents à la table de négociation, mais par delà la salle, les manifestants présents pour dénoncer les trafics et les magouilles de la Sara et des capitalistes et dire que tout cela n'était plus acceptable.

Au lendemain de ces négociations télévisées, toute la population se livra à des commentaires sur la faiblesse et les mensonges du pouvoir, sur « la vérité » qui était sortie de la bouche de Domota et Nomertin. Le sang-froid et la pertinence des déclarations de Domota étaient opposés à l'absence de réponse et aux faux-fuyants des patrons et à l'impuissance avouée des élus (« *À Paris, on ne nous écoute pas, vous savez !* », déclara la députée-maire Janny Marc !). La déclaration cinglante de Jalton (député-maire des Abymes) fit aussi impression quand il traita pratiquement le préfet de malotru de s'être levé ainsi et de tourner le dos à ceux qui étaient venus faire entendre leurs revendications !

La population, dans toutes ses couches, fit donc de la politique pendant trois jours, à grande échelle ; elle avait vu le visage et la conduite de ceux qui la dirigent, venus de France ou élus politiques, qui comme Lurel pensaient que « *ce n'est pas la rue qui décide* ». Les gens de la population, comparant leur attitude avec celle des représentants du LKP qui contestaient en leur nom l'autorité et la légitimité de ces gens-là, n'eurent aucune hésitation à choisir leur camp !

Ce furent des moments très forts du mouvement. Après la rupture du préfet, son départ précipité de la négociation, le LKP appela à de nouvelles manifestations et l'on vit grossir le nombre de manifestants ; on vit déferler dans les rues plusieurs dizaines de milliers de gens venus du plus profond de la population. Il y avait là non seulement des travailleurs, des grévistes, des membres des syndicats, des enseignants, des jeunes, mais aussi tout un peuple de gens pauvres qui souvent manifestaient pour la première fois de leur vie, et tous clamaient, plus que les revendications, la joie très forte de se retrouver si nombreux et de

chanter sans cesse en créole : « *Le pays n'est pas à eux, le pays est à nous et ils ne feront pas ce qu'ils veulent dans notre pays* » !

La deuxième phase des négociations (4 au 8 février)

Lors de la deuxième phase des négociations, c'est Jego qui donna le ton. Il était mandaté en quelque sorte par son gouvernement, il allait - dit-il - rester le temps qu'il faudrait pour résoudre les problèmes. Très vite, il se rendit compte que la situation était sérieuse et la détermination et la force de la grève importantes.

C'est lui qui, devant le refus obstiné des patrons du Medef, formula la première base d'accord : l'État s'engageait pour moitié sur les 200 euros et les patrons et les collectivités feraient le reste ! C'était le corps central de sa proposition. Finalement, après des heures de négociation sur des détails - importants tout de même : jusqu'à quel niveau de salaire cela allait-il s'appliquer ? Et les autres catégories, et les salariés à horaires incomplets, etc. ? -, un préaccord fut mis sur pied et il fut prévu de le signer quelques heures plus tard ! Mais, à l'heure de la signature, toute la population apprit avec stupeur que Jego était reparti, désavoué par son gouvernement ! L'accord n'était plus possible, selon le Premier ministre Fillon !

Le faux pas de Jego : désavoué par Fillon ! - Les gros békés sont dans les coulisses

Le gouvernement refusait d'entériner l'accord mis sur pied par son propre envoyé, mandaté par lui ! Ce départ fut reçu comme une nouvelle preuve du mépris de ceux qui gouvernent ! Le préfet refusa alors de recevoir une délégation de grévistes, n'ayant plus rien à dire, affirmait-il ! Nomertin s'écria : « *Le pouvoir est vacant, à nous de le remplacer !* ». Les manifestants en colère n'étaient pas loin de le penser. Des forces de répression nouvelles avaient été dépêchées devant les portes de la préfecture, preuve que les autorités savaient que le départ de Jego serait interprété pour ce qu'il était, une forfaiture et une façon de ne pas laisser les grévistes remporter le moindre succès ! L'opinion générale était que les gros Békés étaient intervenus auprès de Fillon ou même Sarkozy pour faire capoter l'accord ! Hypothèse hautement probable, vu les habitudes des capitalistes békés et leurs liens avec le pouvoir.

Durcissement du mouvement : les barrages de routes (16 - 20 février)

La masse qui manifesta après cela grandit encore ! Mais là les dirigeants du LKP annoncèrent : « *Nous sommes fatigués de marcher dans les rues* », « *nous ne marcherons plus* », « *il faut tout arrêter, le pays doit être complètement bloqué ! Faites des barrages partout, sur toutes les routes, rien ne doit fonctionner* ».

Le LKP, en réaction au départ de Jego et à l'attitude du gouvernement français qui désavouait l'accord mis sur pied, appela la population à ériger des barrages partout où elle le pouvait. On vit apparaître alors une multitude de barrages sur toutes les routes de Guadeloupe. Parfois même, les gens érigeaient des barrages dans leurs propres quartiers ; des jeunes de la campagne s'y mirent aussi, érigeant ici ou là, sur des routes secondaires, des barrages très sérieusement tenus et contrôlés ! Cette réaction de la population prouvait à quel point le mouvement était populaire dans toute l'île, y compris dans les zones rurales.

Cependant, les principaux barrages furent érigés sur les grands axes routiers essentiellement par les militants du mouvement, syndicalistes, militants politiques, etc. Cependant, beaucoup de gens de la population environnante venaient apporter leur soutien à ces barrages et particulièrement les jeunes qui participaient directement à leur consolidation ou à leur défense face aux gendarmes.

La tactique était de ne pas s'opposer frontalement aux gendarmes, mais une fois les barrages dégagés par eux, il fallait immédiatement les reconstruire. Bien souvent à ce jeu-là, malgré l'avantage de pouvoir arroser les manifestants de gaz lacrymogènes, les forces de répression se fatiguaient car, en même temps, elles devaient faire face à de nombreux barrages érigés dans de nombreux points du territoire.

Sur deux zones au moins, Gosier (Poucette) et le pont de la Boucan, les gendarmes n'ont jamais réussi à défaire les barrages tant l'opposition était forte en face d'eux.

Ces barrages furent l'occasion de nombreux échanges et d'une expérience utile pour les plus jeunes qui montrèrent leur courage et leur détermination à cette occasion.

Mais surtout, ces barrages, c'était l'occasion pour la population, les jeunes, les moins jeunes et les femmes des quartiers environnants de prendre en main eux-mêmes l'organisation de cet aspect de la lutte. Cela commençait depuis la préparation, car pour constituer un barrage, il faut beaucoup de matériaux et on ne peut pas improviser au moment où l'ordre de constituer les barrages est donné. Il faut avoir sous la main tous les ingrédients ; donc, sur chaque lieu où devaient se constituer les barrages, des stocks avaient été constitués, des vieilles carcasses de voitures furent acheminées aux abords, des vieux frigos, de grosses pierres et toutes sortes de matériaux pris dans les quartiers ou les décharges sauvages.

Ensuite, il faut ériger le barrage, avant l'arrivée des forces de répression, de préférence la nuit, et constituer des équipes autour de ces barrages ; une liaison est établie entre ceux qui sont sur ces barrages et les hameaux environnants.

Sur certains barrages, comme la Boucan-Sainte Rose, c'est une véritable forteresse qui fut dressée sur le pont de la Boucan. Tout le quartier autour, qui a une longue expérience de barrages, était organisé pour tenir le plus longtemps possible face aux forces de répression. Tout était prévu, y compris l'alimentation des barragistes par les habitants du quartier, car un barrage doit se tenir et être reconstitué jour et nuit. Sur Capesterre, Morne-à-L'eau, Sainte-Anne, Gosier, Petit-Bourg, on vit apparaître de tels barrages populaires.

Il fallait aussi prendre sur place diverses décisions : qui laisser passer ou non, les ambulances, les pompiers ? À quel point fallait-il résister aux forces de répression ? Quelquefois ce n'était pas facile, notamment avec les jeunes qui voulaient parfois en découdre à tout prix avec ces forces de répression qu'ils considéraient comme une véritable provocation. Tout cela, c'étaient les manifestants des barrages et la population présente autour qui devaient le décider. Selon les barrages, les choses se passaient plus ou moins ainsi, parfois des militants d'organisations conduisaient carrément les affaires sans trop se soucier de faire participer la population autour. Mais ce n'était pas toujours le cas car la population se sentait concernée par ce qui se passait.

Il faut aussi parler du barrage de Gosier (sur la route nationale) qui fut le premier barrage érigé à l'appel du LKP. Les éléments qui le composaient s'étendaient sur plus d'un kilomètre de route. Là se regroupèrent plusieurs centaines de manifestants et de membres de la population des environs.

Le premier choc fut rude avec les forces de répression très nombreuses qui tentèrent alors une manoeuvre d'intimidation et enfermèrent une quarantaine de manifestants leur interdisant de circuler et d'être actifs sur le barrage. Ce jour-là, la population fut pourchassée à coups de grenades lacrymogènes et à coups de matraque. Alex Lollia, responsable syndical de la CTU, fut molesté et sévèrement battu au point qu'on dut l'hospitaliser. Une dizaine de manifestants furent carrément arrêtés et transportés au commissariat de Pointe-à-Pitre.

Mais cet épisode se transforma en une importante manifestation aux abords du commissariat pour réclamer leur libération et toute une flopée d'avocats, sympathisants du LKP, se rendit au commissariat accompagnée d'une délégation du LKP pour exiger la remise en liberté de ces manifestants.

Petite anecdote significative : lorsque les policiers interrogèrent les manifestants sur leur identité, seuls trois d'entre eux ayant des papiers, les autres répondirent à la question sur leur identité : « *Je m'appelle LKP 1, LKP 2, LKP 3...* ». Si bien qu'ils furent inculpés et les documents officiels indiquent que les nommés LKP 1, LKP 2, LKP 3, etc., devront passer devant le tribunal au mois de juin !

Malgré ces tentatives d'intimidation, le barrage de Gosier tint bon jusqu'à la décision du LKP d'assouplir les barrages. Mais même alors, il fallait pratiquement être guidé pour circuler dans le dédale organisé là.

Assassinat et funérailles de Bino : apogée et tournant du mouvement (22 février)

La nuit la plus dure, après deux jours de barrage, vit de nombreux affrontements entre groupes cagoulés et forces de répression. Quelques incendies éclatèrent ici ou là, le centre commercial de Destrelland fut attaqué par des groupes de jeunes bien organisés, cagoulés qui, filmés dans les rues sur une télévision, expliquaient sans aucune ambiguïté leur engagement au sein du mouvement en cours, disant en résumé :

il n'y a que ce langage, celui de la violence, qui les fera revenir à la négociation ; puisque c'est ça qu'ils veulent, nous allons leur en donner !

Les gendarmes réussirent difficilement à repousser les groupes qui attaquaient le centre commercial. Cependant, en divers points des zones urbaines, il y eut de véritables explosions de colère, accompagnées de toutes sortes de dégâts (incendies de magasins, de voitures, occupation et déprédations à la mairie de Sainte-Rose, barrages enflammés dans Pointe-à-Pitre, etc.).

Dans ce flot de violence et de destruction, tout ne venait pas forcément des manifestants se situant dans le cadre du mouvement autour de la grève générale. Quelques malfrats profitèrent du trouble ambiant pour agir pour leur propre compte, pour leurs propres objectifs, mais même parmi ces types d'activistes se trouvèrent des gens qui dirigeaient leurs coups contre les forces de répression.

Au cours de cette nuit-là, le syndicaliste Jacques Bino fut tué dans des circonstances toujours pas très claires, malgré le fait qu'un homme serait venu spontanément se livrer à la justice et s'accuser du meurtre de Bino. Ce meurtre provoqua une émotion considérable, car cet homme était militant à la CGTG et au mouvement culturel Akiyo. Le LKP décida que tout le mouvement devait lui rendre hommage et pendant deux jours ce furent la veillée et les funérailles.

Au sein du LKP certains réclamèrent pendant ces deux jours l'assouplissement des barrages (les manifestants ouvraient des passages, mais les barrages n'étaient pas démantelés) pour permettre au plus grand nombre possible de gens de se rendre à la veillée et aux obsèques. Celles-ci se transformèrent en une impressionnante manifestation où s'affirma avec force un sentiment de solidarité et de dignité, sentiment qui semblait unir, souder tous les présents contre l'oppression et l'humiliation du pouvoir politique et économique blanc.

La préfecture et les patrons annoncent une reprise des négociations en présence de deux « médiateurs » envoyés par le gouvernement

Devant l'ampleur des incidents de nuit et la résistance opiniâtre des barrages, le préfet, avec le gouvernement derrière lui, multiplia les offres de reprise des négociations. Le LKP réaffirma que les seules bases de discussions étaient le préaccord mis place avec Jégo le 8 février et rien d'autre. Après diverses péripéties, les négociations reprirent.

L'assouplissement des barrages, décidé pendant l'hommage à Bino, se poursuivit pendant toutes les négociations. Mais entre temps, le préfet, sans doute sur ordre du gouvernement, donna satisfaction aux gérants de stations-service. L'implantation de stations automatiques voulue par un groupe de gros capitalistes locaux fut très limitée et les petits gérants estimèrent qu'ils avaient suffisamment de garanties pour rouvrir leurs stations. Mais comme la majorité des salariés de ces stations étaient en grève, la distribution d'essence continua à être perturbée, des incidents se multiplièrent d'ailleurs dans ces stations où parfois intervenaient les forces de répression pour faire appliquer les réquisitions du préfet. Celui-ci, manifestement, avait voulu se dégager du problème des gérants, espérant faire couler à flot les carburants pour exercer une pression des non-grévistes et anti-LKP sur le mouvement. Mais bien que certains services et activités reprirent, le mouvement continua à apparaître comme très fort. Il en fit d'ailleurs, à plusieurs reprises, la démonstration lors de diverses manifestations : accompagnement de la délégation qui négociait, fermeture des magasins sur Pointe-à-Pitre, fermeture de la zone industrielle de Jarry, manifestation des grévistes sur les centres commerciaux, maintien de la fermeture des hôtels, piquets de grève sur l'EDF, etc. Donc, le coup de la « libération » du carburant ne réussit pas à diviser ni à affaiblir le mouvement. Les écoles restèrent fermées, les transporteurs restèrent toujours immobilisés, les piquets de grève des travailleurs de l'énergie toujours prêts à couper massivement l'électricité s'il le fallait, en attendant qu'un accord d'ensemble soit signé avec le LKP !

Lorsque, de suspensions en reprises, les négociations s'engagèrent, elles allèrent cette fois jusqu'à la signature, le 26 février, de l'accord sur les 200 euros nommé « accord Jacques Bino » en hommage à ce militant assassiné durant les événements. Le Medef refusa de signer pour deux raisons. L'une, dit-il, était que le préambule de l'accord parlait « d'économie de plantations » héritée du passé colonial. Et qu'ensuite

(et surtout !) l'article 5 de l'accord stipule que le partage actuel des 200 euros entre patrons, collectivités et État serait évolutif : dans douze mois la part des collectivités (50 euros) sera assumée par les patrons et dans 36 mois la part de l'État également sera reprise en charge par les patrons. C'est ce qui aujourd'hui encore bloque la signature de certains patrons. Mais le Medef a montré ainsi sa mauvaise foi, car il regroupe les plus gros et les plus riches patrons des deux îles. C'était d'autant plus flagrant que la majeure partie des petits et moyens patrons signèrent l'accord lors de la négociation.

Cette revendication des 200 euros fut le point qui mit aux prises les adversaires sociaux et les dressa farouchement un camp contre l'autre. Car, au-delà du contenu matériel de la revendication des 200 euros, les patrons, mais aussi leur État, ne voulaient pas accepter de recul sur ce point. Car cette grève générale, avec de telles revendications, c'était de la part des travailleurs un changement d'attitude : ils passaient de la défensive à l'offensive ! Il fallait leur faire mordre la poussière. Mais ces gens-là, malgré leur État, avec ses forces de répression, malgré la rouerie et les manoeuvres de ses politiciens, n'y parvinrent pas ! Car ils trouvèrent en face d'eux toute une classe de travailleurs salariés mobilisée, qui furent aussi rejoints dans leur lutte par l'immense majorité des couches populaires qui se mobilisèrent également !

Sur d'autres points, qui étaient importants dans la liste des 160 points, le LKP, soutenu largement par les grévistes et la population mobilisée, jugea qu'il fallait aller jusqu'à un accord d'ensemble suffisamment clair pour suspendre la grève générale. Cette suspension eut lieu le mercredi 4 mars, après 44 jours de grève.

Qui a dirigé la grève du 20 janvier ? le LKP

Comme nous l'avons dit précédemment, la principale force organisée au sein du LKP était l'UGTG. Mais elle n'en était pas la seule. Chacune des 48 organisations présentes apportait une réelle contribution tant en termes de présence dans les entreprises que de notoriété dans la population et parmi les travailleurs. C'est ainsi que la CGTG est moins implantée que l'UGTG, mais elle l'est dans des secteurs importants tels que l'EDF (dans les trois centrales électriques de l'île), les usines à sucre, des grandes entreprises de la zone industrielle, la distribution d'eau, certaines grandes surfaces, dans le bâtiment et dans les plantations de banane. La CTU est importante dans certaines grandes surfaces. Mais la grande force de l'UGTG, c'est qu'elle est majoritaire dans de nombreux secteurs où sont surtout présents de jeunes travailleurs : les stations-service, l'hôtellerie, le gardiennage, les municipaux, les grandes surfaces, les sociétés d'entretien et de nettoyage et parmi le personnel de la Chambre de commerce sur l'aéroport des Abymes. Aux dernières élections prud'homales, l'UGTG sortit première organisation de façon écrasante, avec la moitié des suffrages exprimés, la CGT suivant derrière avec 19 %, l'ensemble des autres syndicats se répartissant le reste des voix.

Le mouvement fut lancé et dirigé par le LKP et, tout au long, resta sous sa direction. Il faut remarquer que depuis des années on a assisté au déroulement de nombreuses grèves, les travailleurs de Guadeloupe faisant preuve d'une réelle combativité. Bien souvent ce sont les travailleurs eux-mêmes qui déclenchent ces grèves, accompagnés ou soutenus par les syndicats. Il n'existe plus aucune bureaucratie syndicale suffisamment forte pour endormir cette combativité ou la dévoyer.

Cela s'explique par l'histoire récente du Parti communiste (PCG), qui, de 1945 à 1960, fut porté par les masses, remportant d'importants succès électoraux, puis perdit progressivement son influence après plusieurs scissions dans ses rangs. Cela retentit aussi sur la CGTG dont les principaux dirigeants et militants dévoués étaient membres du PCG. La CGTG connut ses premiers reculs avec la quasi-disparition du secteur sucrier : il y eut des milliers de licenciements dans les usines à sucre et les plantations. Durant les années soixante, la CGTG apparut comme une organisation moins combative et au début des années soixante-dix, elle fut carrément contestée parmi les travailleurs des plantations, dans le bâtiment, le commerce et parmi les dockers.

Les premiers militants indépendantistes s'appuyèrent sur ce mécontentement pour créer les premiers syndicats influencés ou dirigés par des indépendantistes avec l'aide de militants en rupture de CGTG. C'est ainsi que naquirent l'UTA (Union des travailleurs agricoles), puis l'UGTG (Union générale des travailleurs guadeloupéens), puis l'Union des travailleurs de la santé qui devint majoritaire dans les

hôpitaux et cliniques, faisant reculer de façon spectaculaire l'influence dominante de la CGTG. Les syndicats du commerce de la CGTG s'effondrèrent également, seuls résistèrent le bâtiment, l'EDF, les plantations de bananes et les dernières usines à sucre. Les diverses scissions qui s'opérèrent au sein du PCG achevèrent de l'affaiblir et, parallèlement, cet affaiblissement se transmet à la CGTG. Pendant quelques années celle-ci résista tant bien que mal à la pression des syndicats indépendantistes. Puis un redressement s'opéra à partir à la fin des années quatre-vingt-dix (1997- 1999).

Aujourd'hui, tous les syndicats existants sont plutôt combatifs et ne sont pas sous l'influence d'un appareil ayant sa propre politique, issu de ses rangs ou d'un grand parti réformiste, et assez fort pour jouer un rôle de frein à la combativité des travailleurs.

Cette situation favorise évidemment les luttes et lorsque le LKP déclencha la grève générale, il a suffi que cet appel corresponde à la montée d'un profond mécontentement parmi les travailleurs, mais aussi dans toutes les couches populaires pauvres, pour qu'on voie déferler dans les rues à chaque manifestation des dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes chômeurs, chômeuses, rmistes, retraités...

Qu'ont gagné les travailleurs à cette grève générale et tous les manifestants de ce grand mouvement ?

Les patrons et le gouvernement ont tout fait pour que les grévistes et tout le mouvement populaire agglutiné autour d'eux ne remportent pas une victoire. Ils ont fait traîner les choses tant et plus. Ils ont commencé par discuter sur des « formats de discussions », ils ont tenté de faire passer l'idée que, vu l'importance du cahier de revendications, il valait mieux suspendre la grève pour continuer la discussion. Le Medef représentant le grand patronat, au début a regroupé sous son aile tout le patronat, grand, moyen et petit, noir et blanc, assurant qu'une telle revendication de 200 euros allait conduire à la mort des entreprises. Mais devant la détermination et le renforcement incessant des manifestations, patrons et gouvernements durent se rendre à l'évidence : il fallait négocier ou du moins faire semblant de négocier. Il y eut l'épisode du départ du préfet lors de la première négociation, puis il y eut le départ de Jego. Puis le cinéma organisé à l'Élysée par Sarkozy avec la réunion des élus des DOM.

Malgré tous ces attermoissements, toutes ces tentatives de jouer le pourrissement de la grève, celle-ci tint bon. Il fallait bien se décider à lâcher sur un certain nombre de points. Finalement, concernant les salaires, l'accord sur les 200 euros signé le jeudi 26 février était pratiquement celui que Jego avait accepté et que le gouvernement avait désavoué : il comportait une part patronale, une part des collectivités et une part gouvernementale (100 euros). Et c'est là qu'on voit le cynisme de ces gens-là car leurs petits jeux ignobles ont eu des conséquences tragiques. Car c'est leur refus d'accorder satisfaction, leurs manoeuvres, qui soulevèrent le sentiment d'indignation de toute la population et des grévistes ! Et c'est cela qui a provoqué un durcissement des manifestations. Et c'est au cours d'une de ces nuits de manifestations que Jacques Bino, cégétiste et militant culturel d'Akiyo, fut tué. C'est au cours de ces nuits de barrages qu'un autre jeune se tua sur un obstacle, un troisième fut gravement blessé, et que plusieurs jeunes essayèrent des coups de feu de certains gendarmes dans les jambes.

Rien de tout cela ne se serait passé si l'accord établi en présence de Jego (le 8 février !) avait été adopté deux semaines avant. Mais le grand patronat était passé par là, notamment l'un des Hayot, un des plus riches patrons de la Martinique et de la Guadeloupe, un de ceux qui ont la capacité d'entrer à l'Élysée même sans montrer leur carte d'identité, un de ceux qui peuvent réveiller Fillon en pleine nuit pour lui demander un service ou pour l'exiger.

Cet accord en lui-même ne représentait pas un immense effort de la part des patrons, puisque l'État et les collectivités prenaient à leur charge plus de la moitié de ces 200 euros d'augmentation, pendant trois ans. Mais, ce que refusait le patronat, c'était de voir une lutte des salariés qui avaient pris l'offensive dans une lutte générale, obliger à céder quelque chose. Un Hayot, grand chef des exploiters des Antilles, ne voulait en aucune façon sortir du conflit en ayant reculé devant les travailleurs. D'autant plus qu'à partir du 5 février, un imposant mouvement de grève générale se déclencha aussi en Martinique, sanctuaire, chasse gardée, de ces gros patrons békés issus en droite ligne des grands planteurs esclavagistes des 18e

et 19e siècles. C'était inacceptable. Alors ils tentèrent de décourager les grévistes en faisant traîner les choses.

Mais la détermination des grévistes était telle, le soutien populaire était si immense qu'il fallut bien lâcher sur un certain nombre de points. L'accord Jégo fut repris, les patrons ont négocié un peu, passant de 1,6 smic à 1,4 smic et d'une augmentation de 6 % à 4 % pour les autres. Les prix des carburants subirent une nouvelle baisse, le gel des loyers et l'annulation de la hausse début janvier devinrent effectifs, les enseignants obtinrent la nomination de 19 enseignants sur les postes libres ainsi que diverses autres revendications. Comme le Medef refusa de signer l'accord de salaire, le gouvernement promit d'engager une procédure d'extension de l'accord à toutes les entreprises du privé. Mais les travailleurs, ne faisant aucune confiance à la parole du gouvernement, décidèrent d'aller, eux-mêmes, faire appliquer l'accord par la mobilisation dans toutes les « entreprises Medef ».

Ce qui entraîna même après la suspension officielle du conflit une nouvelle vague de mobilisation. On vit de nouveau en action la « grève marchante ». Des centaines de grévistes circulèrent d'un centre commercial à l'autre, d'un hôtel à l'autre, sur toute la zone industrielle de Jarry, pour imposer l'application de l'accord Bino (nom que le LKP fit inscrire sur l'accord de salaire en hommage à ce syndicaliste assassiné pendant les événements). Partout les travailleurs reprenaient le mot d'ordre : « Appliquez l'accord Bino ». Et de fait aujourd'hui, l'accord s'est généralisé même s'il reste encore quelques patrons récalcitrants à convaincre. Même les entreprises appartenant à Hayot ont dû s'y résoudre et aujourd'hui presque tous ont accepté de l'appliquer. Certains l'ont fait en disant qu'ils refusaient de signer le préambule de l'accord car celui-ci les désignait comme héritiers de l'économie esclavagiste. Mais tous acceptèrent le principe des 200 euros.

Ajoutons au bilan de nombreux autres points où des choses ont changé ou sont en train de changer, notamment dans les services, les frais bancaires, la tarification de la distribution d'eau où de nombreux abus étaient dénoncés. Les précaires n'ont pas encore obtenu satisfaction sur leur situation, avec ce qu'on appelle les contrats aidés, mais aujourd'hui ils sont mobilisés et déterminés à améliorer leur situation. Il serait trop long de passer en revue la centaine de points de la plateforme LKP. Mais dans beaucoup de domaines, des améliorations ont été arrachées. La liste définitive des produits soumis à la baisse des prix n'est pas encore publiée, mais là aussi la négociation se poursuit entre la délégation de LKP et les représentants de la grande distribution, sous la pression de manifestants toujours présents aux abords des lieux de négociation. Ce qui est attendu : une baisse allant de 15 à 20 % sur une liste de 100 familles de produits de première nécessité.

Au total donc, cette grève générale a été un très grand succès des travailleurs et de la population pauvre. Ce succès fut conforté par ce qui s'est passé en Martinique où la grève générale fit aussi reculer les grands patrons (les mêmes qu'en Guadeloupe !) et en particulier leur composante béké si arrogante et méprisante vis-à-vis des travailleurs.

Malgré la difficulté du mouvement, malgré la longueur de cette grève, c'est un succès car ce que les grévistes ont obtenu dans ce mouvement est infiniment supérieur à tout ce qu'ils auraient pu obtenir dans des grèves sectorielles ou isolées. Mais outre les revendications matérielles qu'ils ont remportées, le grand mouvement qu'ils viennent de mener leur a permis de prendre conscience de l'immense force collective qu'ils représentent.

Désormais ils savent que, tous ensemble, ils sont plus forts que chacun dans son entreprise, que chacun dans son quartier. C'est un acquis très important pour l'avenir. L'expérience de la grève générale va marquer profondément l'ensemble des travailleurs et l'ensemble des couches pauvres de la Guadeloupe. On peut dire que la méthode est acquise, elle fait désormais partie de l'expérience et sera répétée dans l'avenir. Les travailleurs le savent et le disent : ce n'était que la première bataille, soit parce que la crise qui est en cours à l'échelle mondiale les obligera à réajuster et les salaires et les baisses de prix, soit parce que les patrons, revanchards et vindicatifs comme ils sont, vont tenter par tous les moyens d'annuler ce qui a été gagné dans cette grève générale. Alors, à un moment ou à un autre, il faudra s'y remettre et il faudra le faire en faisant mieux, en corrigeant les erreurs et les insuffisances de ce premier mouvement.

Les travailleurs savent se critiquer eux-mêmes. Ils sauront voir où étaient les faiblesses et on peut dire que la prochaine grève générale se déroulera à un autre niveau, visera bien plus et contestera bien plus fortement la domination du patronat sur la société et sa mainmise sur l'économie.

26 mars 2009